

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18751 - 73ÈME ANNÉE

Le Parti communiste réunionnais appelle les Réunionnais à prendre leurs responsabilités

## Le PCR récusé les Assises des Outre-mer



Maurice Gironcel, secrétaire général du PCR, et Yvan Dejean, porte-parole, ont exposé les raisons de la décision du Comité central de mardi.

**Le Parti communiste réunionnais tenait un Comité central mardi soir. Il a décidé de refuser de participer aux Assises des Outre-mer car le PCR estime que c'est aux Réunionnais de dire ce qui est bon pour eux, sans attendre des mesures venant de Paris. Le PCR propose la création d'un congrès des élus et des forces vives pour décider d'un projet réunionnais qui sera ensuite la feuille de route à discuter avec le gouvernement.**

**Y**van Dejean, porte-parole du PCR, rappelle d'abord que les Assises des outre-mer faisaient partie du programme d'Emmanuel Macron. Elles sont confirmées par Annick Girardin, ministre des Outre-mer, lors de sa rencontre avec les parlementaires à Paris. Cette démarche du gouvernement a lieu dans un contexte social qui impose un changement de modèle. Le porte-parole du PCR souligne que « tous disent qu'il faut plus de responsabilité, d'émancipation, de changer de logiciel ». Région et Département sont du même avis. Didier Robert, président de la Région, plaide pour plus d'émancipation, et a dit dans l'Eco Austral que la solution est l'autonomie.

## L'échec de toutes les politiques

Le PCR constate qu'à chaque renouvellement de gouvernement depuis 30 ans, c'est la danse des sigles pour essayer de régler les problèmes des Outre-mer. Loi programme, LOPOM, LODEADOM, égalité réelle... à quoi cela a-t-il abouti, interroge Yvan Dejean. « Qui peut prétendre que tous ces sigles et leur contenu ont radicalement amélioré la vie des Réunionnais ? », poursuit-il car pour le PCR, le constat est clair : la crise est toujours là.

Car, estime le PCR, si cela avait marché, il n'y aurait pas 180.000 demandeurs d'emploi, 116.000 illettrés, un PIB par habitant inférieur à La Réunion d'un tiers à celui de la France. « Cela ne marche pas, maintenant arrêtons la plaisanterie, c'est aux Réunionnais de faire leur projet de développement », précise Yvan Dejean.

## Pour un congrès des élus et forces vives

Pour les Assises des Outre-mer, un rapporteur a été nommé. C'est lui qui aura la main sur les conclusions de la concertation, déclare le PCR qui pose un principe : « à nous de définir notre avenir ».

« Dans un mois, on va nous pondre un catalogue de propositions, qui seront des mesurette qui ne changeront rien », précise Yvan Dejean, « le PCR ne se rendra pas complice d'un échec annoncé et n'y participera pas. Il serait malheureux que des Réunionnais participent à cette comédie ». C'est la position définie par

le Comité central du PCR qui s'est tenue la veille. Il se limitera à adresser ses propositions.

« Le peuple réunionnais est assez grand pour dire et décider ce qui est bon pour lui », poursuit-il. Le PCR fait une proposition : si c'est aux Réunionnais d'élaborer un plan de développement, que la Région et le Département se réunissent en congrès et y associent tous les parlementaires et toutes les forces vives (associations syndicales, autorités religieuses). Ce congrès pourra se mettre d'accord sur un projet global et « nous demanderons au pouvoir central d'appliquer cette feuille de route ».

Le PCR rappelle qu'à la suite de la grève générale en Guyane, des avancées ont été obtenues. 60 % des mesures d'urgence décidées sont appliquées. « Les Guyanais n'ont pas attendu les assises pour obtenir 3 milliards ».

## L'intégration est impossible

La position du PCR trouve également son explication dans le discours tenu par la ministre des Outre-mer aux parlementaires : « tout est déjà cadré. Le PCR dénonce la méthode et la récuse. C'est aux Réunionnais de dire ce qui est bon ».

Quant au contenu, « tout ce qui est proposé, c'est l'intégration ». « L'intégration à 10.000 kilomètres d'une métropole ne marche pas. Le PCR dénonce des Assises de l'intégration. La crise de la canne n'est rien d'autre qu'une crise de l'intégration », rappelle Yvan Dejean.

Maurice Gironcel constate également que la ministre dans son discours évoque l'article 73, mais à aucun moment elle ne fait référence à l'alinéa 5 qui empêche La Réunion de tirer parti de cette disposition de la Constitution, car il interdit aux Réunionnais l'adaptation des lois. De plus, Annick Girardin dit « j'entends poursuivre le programme du gouvernement précédent », quel programme ? Le secrétaire général rappelle une des conséquences de la politique menée par Paris au cours des cinq dernières années. C'est la catastrophe du licenciement des emplois d'avenir en fin de contrat. Plus de 1.600 l'an dernier, sur un total de 5.000 qui se retrouveront sans solution après avoir travaillé.

Quant aux propositions que le congrès proposé par le PCR pourrait formuler, Maurice Gironcel prend l'exemple de la demande de la Région de limiter à 15 % le taux d'imposition des entreprises. Le PCR dit banco, mais pourquoi pas un maximum de 15 % pour tout le monde ?

M.M.

## Le PCR plaide pour une nouvelle industrie de la canne à sucre

**Lors de sa conférence de presse hier, le Parti communiste réunionnais a renouvelé son appel à rechercher une solution durable pour la filière canne-sucre et ses 18.000 emplois.**

**L**e PCR se félicite de la signature de la Convention entre planteurs et usinier et souligne que rien n'est réglé. Et c'est aux Réunionnais de proposer des solutions, car, rappelle Maurice Gironcel, le précédent gouvernement a voté pour la fin des quotas sucrier en 2017 alors qu'un sursis était envisageable jusqu'en 2020.

Le Parti communiste réunionnais renouvelle sa demande d'une table ronde de tous les acteurs de la filière pour explorer d'autres valorisations que le sucre, l'alcool, l'énergie, sinon « l'avenir sera sombre ». Le secrétaire général du PCR rappelle qu'Elie Hoarau, président du Parti, avait évoqué l'existence de 500 produits tirés de la canne à sucre dont 100 sont exploités.

Sur le conflit qui a opposé les planteurs à Tereos, le PCR estime que l'on aurait pu faire l'économie de ces manifestations et tensions, si tout le monde avait mis de la bonne volonté.

Il souligne que la canne à sucre est le pivot de l'agriculture. C'est à partir de là que la diversification sera possible. 6.000 hectares sont en friche, ils peuvent servir à des cultures vivrières. D'autres débouchés à rechercher pour la canne à sucre soit la base d'une industrie durable.

M.M.

## Edito

# Transparence des bénéficiaires de Tereos à La Réunion : bientôt la vérité ?

**L**a presse d'hier donne la parole du président de Tereos Océan Indien. Au lendemain de la signature d'un accord sur un nouveau prix de la canne à sucre, il annonce que la coopérative de planteurs de betteraves se ménage le droit de dire plus tard la vérité. Cette déclaration amène à s'interroger. En effet, pourquoi prendre le temps d'attendre que les passions retombent après un conflit difficile ? Sans doute aurait-il été plus judicieux de dire justement cette vérité dès le début des négociations, pour que tous les partenaires sachent à quoi s'en tenir. Cela aurait eu le mérite de clarifier les choses dès le départ, et être un élément permettant de faire l'économie d'une confrontation qui laissera des traces.

Il est à noter qu'au cours de la dernière phase de la mobilisation des planteurs, le Syndicat du sucre présidé par Tereos s'est payé des encarts publicitaires dans la presse quotidienne. L'objet de cette communication était de présenter à la population des chiffres appuyant son choix de refuser d'accéder aux revendications des planteurs. Comme par hasard, des auditeurs d'une radio très écoutée profitaient d'émissions de libre-antenne pour faire passer cette argumentation qui devenait soudainement « un article dans le journal ». Il s'agissait de donner une crédibilité à une publicité qui, comme toutes les autres, n'a que

pour but de présenter son commanditaire sous un jour des plus favorables.

Néanmoins, cette publicité s'intitulait « vérités et idées fausses sur la filière canne-sucre de La Réunion ». Les propos tenus dans la presse d'hier par le président de Tereos et du Syndicat du Sucre insinuent-ils que la vérité n'a donc pas été dite dans cette campagne de pub ?

Il est une vérité que Tereos a toujours caché aux planteurs et à l'opinion sous couvert du secret des affaires : les bénéficiaires tirés par le groupe français de la canne à sucre produite par les planteurs de La Réunion. Alors quand le patron de Tereos à La Réunion annonce des révélations pour bientôt, gageons qu'elles répondront à l'exigence de transparence revendiquée par les planteurs et le PCR, une organisation qui soutient le développement de La Réunion depuis sa création en 1959.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re  
CPPAP : 0916Y92433

## Rassemblement hier soir des Insoumis avec le PCR

# L'urgence n'est pas à la casse du Code du Travail

Un rassemblement a eu lieu hier soir devant la préfecture pour appeler à une autre politique que la casse du Code du Travail par voie d'ordonnances. Une délégation du Parti communiste réunionnais a contribué au succès de cette initiative des Insoumis, qui a débouché sur une motion à remettre au préfet.



Rassemblement convivial sous le signe de l'union hier soir devant la Préfecture.

**E**n écho à un rassemblement Place de la République à Paris à l'initiative de la France Insoumise contre le projet de casse du Code du Travail, un mouvement analogue a eu lieu hier soir devant la préfecture à Saint-Denis. Une délégation du PCR a participé à cet événement. Elle comprenait notamment Ary Yée Chong Tchi Kan, secrétaire du PCR, des représentants des sections de Saint-Denis, du Port et de Saint-Paul notamment, ainsi que Julie Pontalba, candidate de l'union PCR-Insoumis aux élections législatives.

Ce rassemblement avait également pour but de remettre à la préfecture une motion dont voici de larges extraits :

« Ce jour en France, partout des ras-

semblements tels que le nôtre dans les jardins de votre préfecture ont lieu, pour faire entendre nos voix et notre désaccord avec cette réforme précipitée, injuste socialement et inefficace économiquement.

Nous protestons contre cette loi d'habilitation qui donne un blanc-seing au gouvernement pour démanteler le code du travail, dans l'urgence et en dehors de tout débat démocratique..

Nous refusons que soient bafoués les luttes de nos ancêtres, balayés les acquis sociaux de plus de cent ans et institutionnalisés la précarité.

Nous n'admettons pas le renversement de la hiérarchie des normes, pilier de notre constitution et garante d'un dialogue social équilibré.

Personne, sinon le MEDEF, ne souhaite cette réforme. Les économistes et les entreprises elles-mêmes s'accordent à dire que ce ne sont pas les règles du code du travail qui constituent un frein à l'emploi mais bien l'absence de visibilité et de remplissage des carnets de commande.

Le Peuple réunionnais l'a bien compris, plaçant en première position aux élections présidentielles Jean-Luc Mélenchon, porteur du programme « L'Avenir en commun ». A contrario, moins d'un électeur sur sept a choisi les réformes promues par Monsieur Macron.

La situation sociale et économique du pays est préoccupante. Sur notre île, elle est dramatique : près de 40% des Réunionnais sont au chômage. Ce taux atteint 60% chez les jeunes. Par ailleurs 42% de la population survit sous le seuil de la pauvreté.

Comment imaginer qu'en facilitant les licenciements, en précarisant les emplois et en abaissant les protections des travailleurs nous parviendrons à améliorer cette situation qui, partout où ces politiques absurdes ont été instiguées, s'est dégradée ?

La lutte contre les monopoles, l'investissement public dans la transition écologique et l'économie de la mer, la juste répartition des richesses, la hausse des salaires et des minimas sociaux, voilà les réformes concrètes et efficaces face au problème du chômage. Il y a par ailleurs bien d'autres préoccupations et problématiques, ici à La Réunion et partout en France, auxquelles le gouvernement devrait s'attaquer en urgence : la lutte contre la pauvreté, l'accès au logement, l'agriculture, l'éducation... »

# 2,1 milliards de personnes n'ont pas d'eau potable à domicile

**Quelque 2,1 milliards de personnes, soit 30 % de la population mondiale, n'ont toujours pas accès à des services d'alimentation domestique en eau potable et 4,5 milliards, soit 60 %, ne disposent pas de services d'assainissement gérés en toute sécurité, d'après un nouveau rapport commun de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et de l'UNICEF.**

**L**e rapport du Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (JMP) intitulé Progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène : mise à jour 2017 et évaluation des ODD, qui présente la toute première évaluation mondiale des services d'alimentation en eau potable et d'assainissement « gérés en toute sécurité », conclut qu'un trop grand nombre de personnes n'a toujours pas accès à ces services, en particulier dans les zones rurales.

« Avoir accès à l'eau salubre, à l'assainissement et à l'hygiène à domicile ne devrait pas être un privilège exclusivement réservé aux riches vivant en milieu urbain », déclare Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé. « Il s'agit de services fondamentaux pour la santé humaine et il incombe à tous les pays de garantir que chacun puisse y accéder. »

Si, depuis 2000, des milliards de personnes bénéficient d'un accès à des services élémentaires pour l'approvisionnement en eau de boisson et l'assainissement, ces services ne fournissent pas nécessairement une eau et un assainissement sûrs. En outre, de nombreux foyers, centres de santé et écoles n'ont toujours pas d'eau ni de savon pour le lavage des mains, une situation qui expose l'ensemble des personnes fréquentant ces lieux, et surtout les enfants, au risque de maladies telles que la diarrhée.

En effet, 361 000 enfants âgés de moins de 5 ans meurent chaque année de diarrhée, sans compter que la piètre qualité des installations sanitaires et l'eau contaminée favorisent également la transmission de maladies comme le choléra, la dysenterie, l'hépatite A ou encore la typhoïde.

« Si l'eau salubre et un assainissement et une hygiène adéquats sont essentiels pour préserver la santé de chaque enfant et de chaque communauté, ils permettent également aux sociétés d'être plus résilientes, plus équitables et en meilleure san-

té », explique Anthony Lake, Directeur général de l'UNICEF. « En améliorant ces services dans les communautés les plus défavorisées, nous offrons aux enfants les plus démunis une vraie chance d'avoir un meilleur avenir. »

## Inégalités

Afin de réduire les inégalités au niveau mondial, les nouveaux ODD appellent à mettre un terme à la défécation à l'air libre et à garantir l'accès universel aux services élémentaires d'ici à 2030.

Sur les 2,1 milliards de personnes qui n'ont pas accès à l'eau gérée en toute sécurité, 844 millions ne bénéficient même pas d'un service élémentaire d'approvisionnement en eau potable. Parmi ces personnes, 263 millions vivent à plus de 30 minutes du premier point d'eau et 159 millions continuent à boire de l'eau de surface non traitée puisée dans des cours d'eau ou dans des lacs.

Par ailleurs, dans 90 pays, les progrès en matière d'assainissement de base sont trop lents et ne permettront pas d'atteindre la couverture universelle fixée à l'horizon 2030.

Sur les 4,5 milliards de personnes qui n'ont pas accès à des services d'assainissement gérés en toute sécurité, 2,3 milliards ne disposent toujours pas d'installations sanitaires de base. Parmi elles, 600 millions de personnes partagent des toilettes ou latrines avec d'autres foyers, et 892 millions – vivant pour la plupart en zone rurale – défèquent à l'air libre, une pratique en augmentation en Afrique subsaharienne et en Océanie du fait de la croissance démographique.

Les bonnes pratiques en matière d'hygiène sont pourtant la manière la plus simple et la plus efficace d'empêcher la propagation des maladies. Aussi les ODD s'intéressent-ils pour la première fois au pourcentage de personnes qui disposent d'installations leur permettant de se laver les mains à leur domicile avec de l'eau et du savon. Or, d'après le nouveau rapport du JMP, cet accès à l'eau et au savon pour le lavage des mains varie considérablement dans les 70 pays pour lesquels des données sont disponibles, oscillant entre 15 % en Afrique subsaharienne et 76 % en Asie occidentale et en Afrique du Nord.

## An plis ke sa...

de nombreux pays ne disposent pas de données suffisantes sur la qualité de leurs services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. En effet, seuls 96 pays ont pu faire l'objet d'estimations en ce qui concerne l'eau potable gérée en toute sécurité et 84, pour ce qui est de la gestion en toute sécurité de l'assainissement;

dans les pays en situation de conflit ou traversant une période de troubles, les enfants sont 4 fois moins susceptibles d'avoir accès à des services élémentaires d'approvisionnement en eau et 2 fois moins enclins à bénéficier de services d'assainissement de base que les enfants vivant dans d'autres pays;

il existe des disparités notables en matière de services entre les zones urbaines et rurales. En effet, 2 personnes sur 3 ayant accès à l'eau potable gérée en toute sécurité et 3 sur 5 disposant de services d'assainissement gérés en toute sécurité vivent en milieu urbain. Enfin, sur les 161 millions ayant recours à des eaux de surface non traitées (puisées dans des lacs, des cours d'eau ou des canaux d'irrigation), 150 millions vivent en zone rurale.

## Marcelo Bielsa et la sélection chilienne : un regard rétrospectif -3-

### Témoignages de joueurs -1-

Les joueurs ayant évolué sous les ordres de Marcelo Bielsa ont unanimement exprimé leur gratitude à son égard et l'ont tous cité comme référence. Au-delà des résultats sportifs et du style de jeu proposé, l'entraîneur argentin a su changer les mentalités et convaincre les footballeurs de leurs capacités à obtenir les meilleurs résultats. Cette transformation a rejailli sur l'ensemble de la société chilienne.

Mauricio Isla, qui évolue aux postes de défenseur et de milieu, n'a pas oublié l'importance de Marcelo Bielsa dans sa carrière et celle de ses coéquipiers. « Cet entraîneur sort le meilleur de chaque joueur qu'il soit jeune ou vieux. Au Chili, il l'avait déjà accompli. Il a bâti une équipe jeune et l'a fait fructifier. Ensuite, Jorge Sampaoli a suivi son chemin avec le même jeu. On est arrivé à maturité pour remporter la Copa América », souligne-t-il. Isla rappelle également que le monde du football a découvert le Chili grâce au natif de Rosario : « Si beaucoup de joueurs chiliens jouent en Europe, tout a commencé avec Bielsa 1 ». Il se souvient également de son exigence : « Au début, tu as envie de te rebeller. Mais dès que tu réalises tes progrès, tu commences à l'aimer 2 ». A titre personnel, la rencontre avec l'Argentin a été décisive : « Marcelo Bielsa est le meilleur entraîneur que j'ai connu. Grâce à lui, je suis international. Je lui dois ma mentalité. C'est quelqu'un qui inculque la culture du travail 3 ».

Gary Medel, pilier de la sélection en défense, a également été marqué par le coach argentin. Il souligne son apport : « Marcelo Bielsa a changé la mentalité du footballeur

chilien. Il nous a fait penser positivement, avec l'idée de jouer pour gagner, d'aller chercher les matchs. Il n'a pas été un entraîneur fondamental seulement pour moi, mais pour tout le football chilien 4 ».

Gonzalo Fierro, milieu offensif, partage cet avis. Pour lui, l'Argentin reste sa référence : « Mon meilleur entraîneur a été Marcelo Bielsa. Quand il est arrivé au Chili, il a changé la mentalité. Le joueur chilien a pris une autre ampleur 5 ».

Le défenseur Waldo Ponce insiste sur le travail psychologique effectué par Marcelo Bielsa qui a permis à tous les joueurs de se débarrasser de leur complexe d'infériorité. Il tient le propos suivant : « La différence fondamentale entre l'avant et l'après-Bielsa, c'est le changement de mentalité du footballeur chilien. Il a déclenché un truc qui fait que maintenant on ne se dit plus : 'On ne peut pas'. Avec lui, on s'est rendu compte qu'on pouvait battre le Brésil ou l'Argentine ou n'importe qui. Le message principal, c'est : 'Pourquoi le Chili ne pourrait pas ? Bien sûr que le Chili peut !'. Au niveau du foot, mais sans doute aussi de manière générale, le Chilien a toujours eu un complexe d'infériorité par rapport au Brésil ou à l'Argentine. Avant, c'était très commun pour un joueur chilien, ou pour les supporters aussi, de se dire avant un match contre l'Argentine : 'Pourvu qu'on n'en prenne pas six, mais si on perd sans être ridicules, c'est bien.' Tout a changé avec Marcelo Bielsa 6 ».

**Salim Lamrani**

1. Le 10 Sport, « Mercato - OM : Isla revient sur le passage de Marcelo

Bielsa », 27 mai 2016. <https://le10sport.com/football/mercato/mercato-om-isla-revient-sur-le-passage-de-marcelo-bielsa-241221> (site consulté le 30 juin 2017).

2. Le 10 Sport, « Mercato – OM : Une recrue estival avoue que Bielsa ne 'faisait plus l'unanimité' », 14 février 2016. <http://www.le10sport.com/football/mercato/mercato-om-cette-recrue-estivale-qui-avoue-que-bielsa-ne-faisait-plus-l-unanimité-222750> (site consulté le 23 février 2016).

3. Le Phocéen, « Nouveau mensonge de Labrune sur Bielsa ? », 14 février 2016. <http://www.lephoceen.fr/infos-om/saison/nouveau-mensonge-de-labrune-sur-bielsa-144219> (site consulté le 30 juin 2017) ; La Tercera, « Mauricio Isla : 'Mi mentalidad se la debo a Bielsa' », 8 août 2012. <http://www.latercera.com/noticia/mauricio-isla-mi-mentalidad-se-la-debo-a-marcelo-bielsa/> (site consulté le 30 juin 2017).

4. Arthur Jeanne, « Le Chili et l'héritage de Bielsa », 15 juin 2015. <http://www.sofoot.com/le-chili-et-l-héritage-de-bielsa-202929.html> (site consulté le 30 juin 2017).

5. Gonzalo Fierro, « Loco Querido », Fox Sport Chile, 28 mars 2017. [https://twitter.com/FOXSports\\_Chile/status/846763457756053505](https://twitter.com/FOXSports_Chile/status/846763457756053505) (site consulté le 30 juin 2017).

6. Arthur Jeanne, « Le Chili et l'héritage de Bielsa », op. cit.

### In kozman pou la rout

« Niyaz i done anou d'lo, mé li fé pa pèye faktir ! »

Sa in kozman nana lontan mi antann, mé mi domann amoin bien si li nana in sans an pliské sak ni konpran kan ni antann ali. Son sans prop sé sak ni konpran toutsuit : niyaz i donn anou d'lo gratuitman. Mé astèr si ni rode in n'ot sans, i fo ni komans domann anou pou kosa kan d'lo i ariv a koul dann robiné li la fine dovni in marshandiz. K'i di marshandiz i di pèyman, k'i di pèyman di l'arzan, l'arzan pou doné, l'arzan pou touthé pou anrishi in koté, pou apovri l'ot koté. Dizon sa sé la sosyété i pran in désizyon komnsa : fé pèye dolo ! Nout sistèm lé si tèlman gangréné par l'arzan ké san l'arzan ni gingn mèm pi avoir in bien vital pou l'imanité. Si lé posib, talèr, va fé pèye anou l'èr é désèrtin va shanj sa an or pou z'ot profi. Alé ! Mi lèss azot kass z'ot tète la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

## Le Visage du loup

En refermant le volume de 850 pages du « Dictionnaire biographique du mouvement libertaire francophone », je me suis fait la remarque que Colette n'y figurait pas.

À la façon de ce petit garçon qui voulait toujours que sa mère lui racontât la Chèvre de Monsieur Seguin pour enfin voir « le visage du loup », j'ai toujours voulu voir le vrai visage du loup.

Débauché de l'édition, en raison de la faillite de l'entreprise, il y a plus de 20 ans, je postulais, au terme d'un essai au sein d'une association, auprès du rectorat. Un poste en E.R.E.A. me fut proposé à mi-année. Reconduit l'année suivante, je fis venir pour les bacheliers le dramaturge Jean-Claude Brisville. Au conseil de classe, comme j'exprimais ma satisfaction à cette rencontre et du travail produit, je remarquais l'étonnement du proviseur. Au terme des 3 trimestres, je fus invité à signer une fiche de notation vierge. Quittant le poste, je vins saluer le chef d'établissement et lui réitérer mon souhait de poursuivre le travail dans le lycée où il m'avait semblé avoir donné toute satisfaction. J'eus droit à la tape sur l'épaule et à un discours : « Dans la vie, Monsieur Kiya, il faut s'accrocher, il faut en vouloir, vous avez de la ressource, allez... »

6 mois de chômage.

En janvier, l'académie me proposa un poste en collège prévention violence. Ce n'est que par la suite que je sus qu'il convenait d'informer l'administration de la venue d'un intervenant extérieur.

Je fis la demande auprès de l'administration de la copie du bordereau de notation avec l'appréciation : je voulais voir le visage du loup ; l'occasion ne m'en fut pas donnée : la période maître auxiliaire avait été expurgée du dossier.

Je fus amené pourtant à le voir, plus tard, le vrai 'visage du loup'. Non pas de manière brutale et agressive, comme j'aurais pu m'y attendre, mais de façon progressive, en joignant des pièces d'un dossier de divorce qui assemblées d'une certaine façon, à la façon d'un puzzle. Entre les documents que l'avocat produisait qui me faisaient verbaliser, et les autres – essentiels – qu'il ne remettait pas : tout le trucage de la justice se dévoilait, la collusion entre avocats et juge dans le dos du justiciable, l'absence flagrant de « débat contradictoire », là m'était donné le visage du Loup, un loup à fier costume, à beau langage, aux airs doucereux. Un certain nombre

d'éléments montrent que la justice civile se moque du monde et surtout d'elle-même, qu'elle prend des décisions en vertu de valeurs qui ne sont pas celles du peuple, qui ne sont que les siennes : celles d'intérêts mal partagés et de ressentiments tenaces.

Plus la nuit est profonde, mieux on voit les étoiles.

Colette a très tôt eu un aperçu du visage du loup. Elle s'en ouvre dès « Claudine à l'école ». Étonnante, cette maturité, derrière l'apparence flonflon d'un récit en goguette.

Il y a d'abord la figure du père, en creux, ébauché ici, verni dans « Claudine à Paris ».

« Depuis toujours, relate Denis Boisier, elle entendait son père parler de l'œuvre littéraire à laquelle il travaillait secrètement dans son bureau. À la mort de celui-ci, elle découvrit dans des tiroirs les 'fameux gros cahiers' dont il faisait mention. Le premier portait simplement une dédicace : 'À ma chère âme, son fidèle époux.' Tous les autres étaient vierges. » De là son mariage avec un écrivain à scandales qui la fit écrire pour apposer in fine sa propre signature...

Les « Claudine » font de ce père une sorte de savant nuageux, éleveur de limaces et limace lui-même. Et de Willy, son époux, un arriviste patenté dont les dents rayent jusqu'au parquet.

Plus encore que la critique de la famille bourgeoise, Colette met en avant une critique de l'école qui est à mettre en prolongement avec les publications anarchistes de l'époque.

D'une plume allègre et légère, elle esquisse un tableau férocé de l'école de la IIIe République (1899), lieu de l'outrance et de la flagornerie - les profs affolés devant l'inspecteur, « Zola malpropre », des exercices d'écriture qui s'avèrent des exercices de pure rhétorique déconnectés de la vie réelle des enfants (« Prenez vos cahiers. En titre : Composition française. Expliquez et commentez cette pensée : 'Le temps ne respecte pas ce qu'on a fait sans lui' ») ? École sèche, abrutissante, qui produit des menteurs et des dissimulatrices, dont on ne s'échappe que par les amourettes clandestines (« Profitant de son absence, j'esquisse au tableau noir une caricature du père Blanchot et de ses grands favoris, qui met les gamines en joie ; je lui ajoute des oreilles d'âne, puis je l'efface vite et je regagne ma place où la petite Luce passe son bras sous le mien, câline-

ment, et tente de m'embrasser. »)

Pour se consoler de la mauvaise image que l'école renvoie, lieu d'humiliations quotidiennes (« Vous ne valez pas chacune la corde pour vous pendre ! »), pour se redorer au miroir de l'ego, rien de tel que le jeu de la séduction. Mais la comédie des désirs qui s'instaure bien vite est aussi fausse que la comédie du savoir, parce que parallèle à elle.

L'auteure souligne par le fait le lien atavique qui unit l'école et le politique (y croupissent, n'est-ce pas ?, les enfants des futurs administrés) au moyen d'un solennel planté au bord de la catastrophe. Le regard froid et acéré de la narratrice pointe le jeu auquel se prête l'école républicaine à vouloir imiter la procession religieuse, païenne avec ses vierges blondes et blanches au premier rang à sacrifier, les oriflammes, l'autel pavoisé monté en estrade, l'encensoir bleu-blanc-rouge, tous les ingrédients d'une messe laïque, les « mêmes piétinements de moutons ». L'amour de la France et de la République les empêche de voir ce qu'ils sont véritablement : de vieux cabotins en mal de distinction.

Les lères pages remarquables à ce titre mesurent l'écart entre la géographie livresque (où figure Montigny) et la géographie vécue, parcourue, sentie. Colette montre que ni l'école, ni l'université n'ont le monopole du savoir.

Qu'écrivait l'anarchiste André Girard, l'auteur d'« Au fumier le drapeau », déjà en 1897, 3 ans avant la publication de Claudine ? « L'enfant grandit dans une servitude de toutes les heures, servitude physique et psychique, d'autant plus terrible qu'elle est voulue, raisonnée, érigée en système. Aussitôt qu'il est né, on l'immobilise en des langes fortement serrées, comme pour bien lui faire comprendre, dès son entrée dans la vie, quelle sera sa condition dans cette société ». L'enfant doit apprendre quoi ? À obéir.

Le manifeste de la ligue internationale pour l'éducation rationnelle de l'Enfance, mouvement initié par Francisco Ferrer parut au journal libertaire des « Temps Nouveaux » de Jean Grave, en date du 28 mai 1910 ; il ne dit pas autre chose, sont dénoncées les classes surpeuplées, où l'instituteur le mieux armé ne peut faire que de la discipline, « l'herbe pousse et les fleurs s'épanouissent, l'insecte bourdonne contre les vitres de la classe, mais les écoliers étudient l'histoire naturelle dans des livres »... Du Colette, vous dis-je.

**Jean-Baptiste Kiya,  
gens de rien**

Avec mes filles.

# Otè

## Fransh vérité : la pa la météo i déklansh siklone !

*Matant Zélida la ékrir Justin :*

*Mon shèr nové, mon spès salté, rouj de fon dovan l'éternité, mi suiv dopi plizyèr somenn la kriz kann é moïn lé a d'mandé kisa i ral bann fisèl an dsou. Pars la pa tou lé zour in mouvman konmsa i ariv é i dir dann tan é mi domann amoin kèl profésyonèl bann konplotis lé déyèr bann plantèr. Mi domann kèl min invizib l'après manipil lé shoz épi lo moun konmsa si la pa sète bann kominis La Rényon. Mi tourn, mi rotourn é mon sèl konklizyon sé ké bann rouj de fon lé dann la manèv. Mé konm i di : « sak i donn la rou i ral pa sharète ». Tok ! Pran sa pou toi !*

*Justin la fé pou répons :*

*Mon vyé matant k'i koz touzour la boush rouvèr, la pa promyé foi mi antann di dé shoz konmsa. I sifi ni rogard bien dann nout pasé. Ni trouv in kantité l'okazyon konmsa : in mouvman i éné entouré par la sinpati l'opinyon piblik, si tèlman li la rézon. Mé après in pé d'tan désèrtin i apèrsoi lé shoz i déroul pa konm zot i pansé é zot i rode in koupab, sansa inn pou port lo shapo é i pans nout parti, lo PCR, pou zoué so rol la.*

*Lé vré, nout parti, de tou tan, la dénonn sak lé pa bon pou nout pèp. Li la touzour anons an avans kèl danzé i ménas nout péi, nout pèp é mèm pli loin. Si tèlman bann gran zournal, épi bann télé soi i fé konmsi ni égzis pa, soi i pass lo tan pou gaskone anou-méyèr solisyon pou sak lé ménasé pou vréman, i bèss la gard é i pran an plin dann la figir. Konmsa mèm i di dan la boks anglèz ?*

*Zot i souvien la kriz jèrniome ? Nout parti la pa dénonn an avans dsi lo danzé téi ménas bann plantèr ? La pa fé dann tan in gro manipilasyon avèk la kopérativ ? Rézilta ui mil plantèr jèrniome la tonm atèr é nout prodiksyon l'ésans la sort 160 tone pou ariv zordi mèm pa in tone... Ni doi fé an sort sa i ariv pa nout filyèr kann é koman ni pé fèr sa ? Nout parti la fine di in solisyon posib : roganiz in vré filyèr kann. I anparl de sa dann zournal : tout lé marké dann Témoignaz. Sa la pa sogré, sa lé piblik.*

*Astèr, pou fini avèk out kozman san ké ni tète, pou arète fé pass anou pou in bann « zoizo mové z'ogir » mi rapèl aou in kozman sinp : matant, fransh vérité, la pa la météo i fé pète siklone. Tok ! Pran sa pou ou !*

*NB Augures-Zoizo mové z'ogir ? Pou bann romin té i sifi rogard dann kèl sans désèrtin zoizo té i vol. Suivan lo sans zot té i anons bon nouvèl, sansa mové nouvèl-bon z'ogir, mové z'ogir. In z'ogir lété galman in dovinèr té kapab lir dann trip zoizo tyé si in 'afèr téi sava bien sansa mal éspasé.*

Justin